

## **ORGANE D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**

**Cameroun, 13 et 14 février 1995**

### **Evaluation de l'OEPC/du Conseil du GATT de 1947**

Les 13 et 14 février 1995, l'Organe d'examen des politiques commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Conseil du GATT de 1947 ont effectué le premier examen de la politique commerciale du Cameroun. Cet examen, prévu au programme d'examens dans le cadre du GATT de 1947 pour 1994, avait été reporté. On trouvera ci-joint le texte des conclusions du Président, qui résume les points essentiels se dégageant de l'examen, qui a duré deux jours.

L'examen permet au Conseil d'évaluer collectivement, de manière régulière, toute la gamme des politiques et pratiques commerciales de chacun des pays membres en vue de suivre les tendances et les événements qui peuvent avoir un impact sur le système de commerce mondial.

L'examen s'appuie sur deux rapports établis, respectivement, par le Secrétariat de l'OMC et par le gouvernement intéressé, qui portent sur tous les aspects de la politique commerciale du pays, y compris les lois et réglementations nationales, le cadre institutionnel, les accords bilatéraux et régionaux et d'autres accords préférentiels, les besoins généraux de l'économie et l'environnement extérieur.

Un compte rendu des débats et les conclusions exposées par le Président formeront avec ces deux rapports l'examen complet de la politique commerciale du Cameroun, qui sera publié en temps voulu et pourra être obtenu auprès du Secrétariat de l'OMC, Centre William Rappard, 154, rue de Lausanne, 1211 Genève 21.

Depuis décembre 1989, le GATT a examiné la politique commerciale des pays ou groupes de pays suivants: Afrique du Sud (1993), Argentine (1992), Australie (1989 et 1994), Autriche (1992), Bangladesh (1992), Bolivie (1993), Brésil (1992), Canada (1990, 1992 et 1994), Chili (1991), Colombie (1990), Communautés européennes (1991 et 1993), Corée, Rép. de (1992), Egypte (1992), Etats-Unis (1989, 1992 et 1994), Finlande (1992), Ghana (1992), Hong Kong (1990 et 1994), Hongrie (1991), Inde (1993), Indonésie (1991 et 1994), Islande (1994), Japon (1990 et 1992), Kenya (1993), Macao (1994), Malaisie (1993), Maroc (1989), Mexique (1993), Nigéria (1991), Norvège (1991), Nouvelle-Zélande (1990), Pérou (1994), Philippines (1993), Pologne (1993), Roumanie (1992), Sénégal (1994), Singapour (1992), Suède (1990 et 1994), Suisse (1991), Thaïlande (1991), Tunisie (1994), Turquie (1994), Uruguay (1992) et Zimbabwe (1994).

## REMARQUES FINALES DU PRESIDENT DU CONSEIL

1. Cette réunion conjointe de l'Organe d'examen des politiques commerciales et du Conseil du GATT 1947 a permis d'examiner pour la première fois les politiques et pratiques commerciales du Cameroun. Comme à l'accoutumée, les présentes remarques sont faites sous ma seule responsabilité et ne sauraient se substituer à l'appréciation collective du Conseil. Le débat complet sera reproduit dans le compte rendu de cette réunion.

La discussion s'est axée sur trois principaux thèmes.

a) Politique macroéconomique et programme d'ajustement structurel

2. Les participants ont félicité le Cameroun pour la détermination avec laquelle ce pays a entrepris un difficile programme de réformes en vue d'établir une économie de marché avec un régime commercial libéral. Les résultats enregistrés se sont traduits par une ouverture des échanges qui a été bénéfique au Cameroun mais aussi au système commercial multilatéral en général.

3. Les effets de la dévaluation du franc CFA sur l'économie camerounaise ont suscité l'intérêt des membres, qui ont souhaité obtenir des informations sur les efforts que le Cameroun entend accomplir en vue de contenir l'inflation et le déficit budgétaire et préserver les gains de cet ajustement de taux de change.

4. Quelques membres ont exprimé leurs préoccupations sur le faible niveau d'investissement enregistré depuis 1986 et ont demandé des précisions sur le régime d'investissement actuel et les efforts que le Cameroun entend fournir en vue de procurer une plus grande sécurité aux investisseurs. La poursuite des réformes commerciales en cours pourrait aussi y contribuer. Des membres ont encouragé les autorités camerounaises à accélérer le processus de la privatisation des entreprises de l'Etat. Ils ont aussi noté que des pistes devraient être recherchées pour mieux incorporer le secteur informel dans l'économie officielle.

5. En réponse, le représentant du Cameroun a précisé que la dévaluation a entraîné une amélioration sensible de la compétitivité des exportations et du solde de la balance commerciale. Un ralentissement sensible de la contrebande a été observé.

6. Une flambée initiale des prix a été atténuée par l'exonération des tarifs sur des produits de première nécessité, une réduction considérable des droits et taxes à l'importation et d'autres mesures telles que la levée des obstacles aux importations, une baisse récente de taux d'intérêts bancaires et un blocage des salaires dans le secteur public. En termes budgétaires, le Cameroun a entrepris depuis 1987 un vaste programme de maîtrise des dépenses publiques. En ce qui concerne la dette extérieure, le Cameroun a pu bénéficier d'une amélioration de 50 pour cent d'une partie de sa dette, ainsi que de plusieurs rééchelonnements.

7. La réforme fiscal-douanière de l'UDEAC, tout en réduisant les avantages douaniers à l'investissement, a maintenu la politique libérale générale, y compris le traitement national, le libre transfert des revenus, la liberté d'embauche et de licenciement et le régime de la zone franche industrielle.

8. Des études étaient en cours sur la fiscalisation du secteur informel et le financement de la petite entreprise.

A SUIVRE

9. Le programme de privatisation se poursuit, avec plusieurs projets en cours ou en exécution et des études en vue de la définition d'une stratégie gouvernementale. Le Cameroun est aussi en train de formuler un code du droit d'affaires afin d'assurer une bonne protection judiciaire des investisseurs.

b) Le régime commercial

10. Les participants ont félicité le Cameroun pour sa politique de libéralisation commerciale, notamment pour l'introduction de nouveaux régimes douanier et fiscal et d'un nouveau programme général des échanges en 1994. Ils ont évoqué l'élimination ou la réduction sensible des restrictions quantitatives, des exemptions tarifaires et des régimes douaniers et fiscaux spéciaux ainsi que la baisse des droits de douane. Le nouveau régime commercial a réduit la complexité et les opportunités de fraude fiscale présentes dans l'ancien régime; toutefois, le service des douanes du Cameroun pourrait faire l'objet d'autres réformes et améliorations. A cet effet, des questions ont été posées au sujet de l'expérience camerounaise dans le cadre du programme d'inspection avant débarquement des importations.

11. Des membres ont, par ailleurs, demandé des clarifications sur la procédure législative de ratification de l'Accord de l'OMC. Etant donné que le Cameroun n'a pas signé les codes du Tokyo Round, des membres ont posé la question de savoir comment il mettrait en oeuvre les nouvelles disciplines de l'OMC régies par le principe de l'engagement unique. L'intention du Cameroun d'adhérer à l'Accord sur les marchés publics a été également soulevée.

12. Les préoccupations des membres du Conseil ont porté sur un certain nombre de domaines liés aux politiques commerciales:

- le faible nombre de lignes tarifaires consolidées, même à l'issue de l'Uruguay Round, est de nature à contribuer à l'incertitude qui entoure la stabilité des réformes;
- des éclaircissements sur les taxes, plus particulièrement les taxes temporaires non automatiques et autres taxes non directement liées à la fourniture de services;
- la possibilité d'introduire une réglementation afférente à l'antidumping, aux droits compensateurs ainsi qu'aux mesures de sauvegarde préconisées par l'article XIX du GATT;
- les monopoles d'Etat dans des domaines spécifiques, dont l'agriculture (en l'occurrence le coton);
- enfin, des questions ont été posées au sujet de l'amélioration du processus d'élaboration des normes techniques.

13. Quant aux politiques d'exportation, plusieurs membres se sont interrogés sur le caractère rationnel de l'imposition des taxes sur les principaux produits agricoles exportés. Bien que ces taxes soient introduites pour des raisons fiscales, elles pourraient contrecarrer les gains en compétitivité induits par la dévaluation.

14. Dans ce cadre, le représentant du Cameroun a indiqué que la ratification de l'Accord créant l'OMC serait examinée lors de la session parlementaire prévue en juin 1995. Les instruments en découlant seraient notifiés au Secrétariat en même temps que les consolidations des taux de droits de douane résultant de la réforme fiscal-douanière.

A SUIVRE

15. Il a noté qu'un tarif préférentiel généralisé est envisagé au sein de l'UDEAC en mutation vers une union économique: dans cinq ans, les importations régionales seraient pour l'essentiel libres.

16. Le programme de vérification des importations a été dissuasif quant à la fraude et un redressement substantiel des revenus s'en est suivi. L'exécution du programme est ouverte à la concurrence des sociétés d'inspection.

17. Les restrictions quantitatives ont été levées sauf pour des besoins de santé publique, de sécurité et de protection de l'environnement.

18. Le Cameroun a reconnu la nécessité de mettre en place une législation sur les pratiques anticoncurrentielles et la normalisation et compte sur l'assistance technique du Secrétariat et des membres de l'OMC dans ces domaines.

19. La procédure de passation des marchés publics est en révision pour revêtir la forme d'une nouvelle loi assurant une plus grande transparence et une ouverture à la concurrence internationale.

20. Les taxes à l'exportation, qui concernent certains produits, sont conçues comme un moyen pour le Trésor public de tirer parti des effets immédiats de la dévaluation; mais elles sont aussi un moyen de promouvoir la transformation locale. Ces droits sont de caractère temporaire, approuvés dans le cadre de la loi de finance annuelle.

21. Le monopole de la commercialisation extérieure du coton fibre serait levé dès la privatisation prévue de la SODECOTON.

c) L'environnement extérieur

22. Des membres ont mis l'accent sur l'importance des échanges du Cameroun avec l'Union européenne et ont souhaité une plus grande diversification des exportations tant au niveau régional que sectoriel. Des questions ont été posées sur divers aspects des préférences dont bénéficie le Cameroun, y compris celles conférées par la Convention de Lomé. Il a été noté que le Cameroun devait aussi faire face à un certain nombre d'obstacles relatifs aux produits finis et semi-finis.

23. Le représentant du Cameroun a affirmé que le système des préférences commerciales garanti par certaines conventions a subi une érosion brutale, et noté que la politique de subventions appliquée par certains membres fragilise les unités locales de production. Il a réitéré son appel aux participants de promouvoir l'investissement au Cameroun, qui mène la politique de "la porte ouverte" en la matière.

Conclusions

24. Les membres ont félicité le Cameroun pour sa détermination dans la poursuite de la stabilisation macroéconomique et de la libéralisation commerciale, dont le caractère irréversible a été dûment souligné. Ils ont mis l'accent sur l'importance pour le Cameroun de souscrire à des engagements additionnels et à des consolidations plus importantes, en vue d'assurer la stabilité et la continuité des réformes et encourager les échanges et l'investissement. Les participants ont exprimé l'espoir que la consolidation des réformes du Cameroun attirerait des investissements et lui assurerait une croissance économique soutenue.

FIN